Gouvernement du Québec

Décret 506-2009, 29 avril 2009

CONCERNANT les montants, limites et modalités des transactions de la Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC) et de ses filiales

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 22 de la Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage (L.R.Q., c. S-22.01), la Société et chacune de ses filiales dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions ou des parts ne peuvent, sans l'autorisation du gouvernement :

1° conclure un contrat pour une durée ou pour un montant supérieurs à ceux déterminés par le gouvernement;

2° accepter un don ou un legs auquel est attachée une charge ou une condition;

3° contracter un emprunt qui porte au-delà du montant déterminé par le gouvernement le total de leurs emprunts en cours non remboursés;

4° consentir des prêts ou tout autre engagement financier au-delà des limites ou contrairement aux modalités déterminées par le gouvernement;

5° acquérir ou céder des biens, des actions ou des parts au-delà des limites ou contrairement aux modalités déterminées par le gouvernement;

ATTENDU QUE les montants, limites et modalités des transactions de la Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC) et de ses filiales ont été déterminés par le décret n^o 1095-93 du 11 août 1993;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ces montants, limites et modalités;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs :

QUE l'annexe au décret n^o 1095-93 du 11 août 1993 concernant les montants, limites et modalités des transactions de la Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC) et de ses filiales soit modifiée par le remplacement, au troisième alinéa, de « ou lettres de crédit » par « , lettres de crédit, subventions ou toutes autres formes d'aide financière ».

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

51723

Gouvernement du Q

Décret 507-200

CONCERNANT le
d'entreposage Dé

ATTENDU QUE, en

de la Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage (L.R.Q., c. S-22.01), la Société ne peut, sans l'autorisation du gouvernement, consentir un engagement financier au-delà des limites ou contrairement aux modalités déterminées par le gouvernement;

ATTENDU QUE le décret n^o 1095-93 du 11 août 1993 concernant les montants, limites et modalités des transactions de la Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC) et de ses filiales, modifié par le décret n^o 506-2009 du 29 avril 2009, prévoit que la Société doit obtenir l'autorisation du gouvernement pour consentir une subvention de plus de 500 000 \$;

ATTENDU QUE, en application du titre IV.5 de la Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., c. T-0.1), un droit environnemental de trois dollars par pneu est perçu notamment lors de l'achat de pneus neufs et que, conformément à l'article 541.66 de cette loi, le produit de ce droit est versé à la Société québécoise de récupération et de recyclage;

ATTENDU QUE le site de stockage de pneus hors d'usage Dépôt de pneus Franklin est exploité par Recyclage Transpneu inc.;

ATTENDU QUE l'exploitant a procédé au vidage de pneus hors d'usage de ce site mais qu'il reste encore à y vider moins de 120 000 tonnes métriques de pneus hors d'usage;

ATTENDU QUE le stockage des pneus hors d'usage présente une menace à la qualité de l'environnement et qu'il est nécessaire de vider les pneus stockés sur ce site dans les meilleurs délais;

ATTENDU QUE la Société québécoise de récupération et de recyclage et l'exploitant ont établi qu'une aide de 150 \$ la tonne métrique est nécessaire pour terminer le vidage des pneus hors d'usage;

ATTENDU QUE la Société québécoise de récupération et de recyclage dispose des fonds nécessaires pour octroyer cette subvention par le biais du droit environnemental de trois dollars applicable à l'achat de tout pneu neuf;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 25 de la Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage, les

Commission de la santé et des services sociaux

Déposé le : 15 mai 2018
N^o : CSSS-III
Secrétaire : [Signature]

d'échangeur sur l'autoroute 640, au prolongement du boulevard des Seigneurs, aux conditions suivantes:

Condition 1:

Que la ville de Terrebonne réalise les travaux pour le projet d'échangeur sur l'autoroute 640, au prolongement du boulevard des Seigneurs, conformément aux modalités et aux mesures d'atténuation prévues dans son étude d'impact intitulée: « Étude d'impact sur l'environnement - Échangeur sur l'autoroute 640. Rapport final déposé au ministère de l'Environnement du Québec (juin 1992) », ainsi que le document complémentaire intitulé: « Étude d'impact sur l'environnement - Échangeur sur l'autoroute 640. Document complémentaire déposé au ministère de l'Environnement du Québec (octobre 1992) »;

Condition 2:

Que la ville de Terrebonne inclue dans sa demande de certificat d'autorisation les ententes prévues avec les représentants des compagnies Trans-Québec et Maritimes, Interprovincial Pipelines et Hydro-Québec, les copies des autorisations découlant de ces ententes, la description des travaux prévus pour la modification de la conduite de gaz de la compagnie Trans-Québec et Maritimes, ainsi que le plan de mesures d'urgence qui sera appliqué en cas de bris de la conduite avec fuite;

Condition 3:

Que la ville de Terrebonne effectue les travaux reliés aux trois traversées des affluents du ruisseau de la Pinière en période d'étiage. Ces travaux devront être effectués en limitant le déboisement au strict minimum afin d'empêcher l'érosion des versants des cours d'eau touchés. Les ponceaux utilisés pour les traversées devront épouser la ligne naturelle des hautes eaux;

Condition 4:

Que la ville de Terrebonne présente au ministère de l'Environnement, lors du dépôt des plans et devis, les méthodes de construction employées pour les traversées des affluents du ruisseau de la Pinière, ainsi que les méthodes de stabilisation des versants des cours d'eau touchés. Ces méthodes devront recevoir l'approbation du ministère de l'Environnement;

Condition 5:

Que la ville de Terrebonne présente au ministère de l'Environnement, pour approbation, lors du dépôt des

plans et devis, une version détaillée de son plan de suivi environnemental. Ce plan devra incorporer un suivi régulier du climat sonore dans le secteur du nouvel échangeur, à des intervalles de 4 ou 5 ans.

Le greffier du Conseil exécutif,
BENOÎT MORIN

19235

Gouvernement du Québec

Décret 1095-93, 11 août 1993

CONCERNANT les montants, limites et modalités des transactions de la Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC) et de ses filiales

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 22 de la Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage (L.R.Q., c. S-22.01), la Société et chacune de ses filiales dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions ou des parts ne peuvent, sans l'autorisation du gouvernement:

1. conclure un contrat pour une durée ou pour un montant supérieur à ceux déterminés par le gouvernement;

2. accepter un don ou un legs auquel est attachée une charge ou une condition;

3. contracter un emprunt qui porte au-delà du montant déterminé par le gouvernement le total de leurs emprunts en cours non remboursés;

4. consentir des prêts ou tout autre engagement financier au-delà des limites ou contrairement aux modalités déterminées par le gouvernement;

5. acquérir ou céder des biens, des actions ou des parts au-delà des limites ou contrairement aux modalités déterminées par le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 22 de sa loi, les montants, limites et modalités fixés en vertu du présent article peuvent s'appliquer au groupe constitué par la Société et ses filiales ou à l'une ou plusieurs de ces sociétés;

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter les montants, limites et modalités des transactions de RECYC-QUÉBEC et de ses filiales conformément aux premier,

troisième, quatrième et cinquième paragraphes de l'article 22 de sa loi.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'Environnement:

QUE les montants, limites et modalités des transactions de RECYC-QUÉBEC et de ses filiales, ci-annexés, soient adoptés.

Le greffier du Conseil exécutif,
BENOÎT MORIN

ANNEXE

MONTANTS, LIMITES ET MODALITÉS DES TRANSACTIONS DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE (RECYC-QUÉBEC) ET DE SES FILIALES

— La Société doit obtenir l'autorisation du gouvernement pour conclure un contrat pour un montant supérieur à 500 000 \$ ou pour une durée de plus de 5 ans. Cependant, dans les cas de baux de location d'espace à bureaux, la Société peut conclure, sans l'autorisation du gouvernement, tout contrat dont la durée n'excède pas 10 ans;

— La Société doit obtenir l'autorisation du gouvernement pour contracter un emprunt qui porte au-delà de 1 500 000 \$ le total de ses emprunts en cours non remboursés;

— La Société doit obtenir l'autorisation du gouvernement pour consentir des prêts, cautionnements, garanties, acceptations bancaires ou lettres de crédit de plus de 500 000 \$;

— Sauf en ce qui concerne la gestion de son portefeuille de placements composé à même des surplus accumulés par la Société, et confiée à un fiduciaire agissant pour le compte de la Société, la Société doit obtenir l'autorisation du gouvernement pour une première acquisition d'actions ou de parts d'une personne morale ou d'une société. De plus, lorsque la Société détient une participation dans une personne morale ou une société, elle peut céder ou acquérir des actions ou parts additionnelles, sans l'autorisation du gouvernement, jusqu'à concurrence d'un montant équivalent

à 20 % de la valeur de l'ensemble des éléments d'actif de cette personne morale ou société, mais ne pouvant excéder 500 000 \$.

19236

Gouvernement du Québec

Décret 1096-93, 11 août 1993

CONCERNANT l'imposition de réserves pour fins d'utilité publique sur certains immeubles par la Société québécoise d'assainissement des eaux

ATTENDU QU'en vertu de l'article 46 de la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux (L.R.Q., c. S-18.2.1), le ministre de l'Environnement est responsable de l'application de cette loi;

ATTENDU QUE des ententes portant sur l'exécution d'ouvrages d'assainissement des eaux sont intervenues entre la Société québécoise d'assainissement des eaux et les corporations municipales suivantes:

— Corporations municipales de Boischatel, de la paroisse de L'Ange-Gardien et de la ville de Château-Richer;

ATTENDU QUE l'article 28 de sa Loi constitutive permet à la Société d'acquérir de gré à gré ou par expropriation tout immeuble ou droit réel requis pour la réalisation de ses objectifs;

ATTENDU QU'il serait dans l'intérêt de la justice en général et de la Société en particulier, afin d'éviter des déboursés additionnels, que l'autorisation de procéder à l'émission d'avis de réserves pour fins d'utilité publique soit émise;

ATTENDU QUE conformément aux prescriptions de la Loi sur l'expropriation, peut imposer une réserve sur un bien quiconque est autorisé par la loi à exproprier ce bien;

ATTENDU QUE la Société demande au gouvernement l'autorisation de procéder à l'imposition de réserves pour fins d'utilité publique sur les immeubles requis afin d'assurer la réalisation des travaux et ouvrages conformément aux articles 36 et 75 de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., c. E-24);

Gouvernement du Québec

Décret 1263-2001, 24 octobre 2001

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation québécoise qui participera à la 7^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Marrakech, au Maroc, du 29 octobre au 9 novembre 2001

ATTENDU QUE se tiendra à Marrakech, au Maroc, du 29 octobre au 9 novembre 2001, la 7^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques;

ATTENDU QUE la Conférence a pour objet d'adopter les mécanismes assurant la mise en œuvre du Protocole de Kyoto, en vue de réduire les gaz à effet de serre;

ATTENDU QUE les sujets inscrits à l'ordre du jour de cette Conférence intéressent et concernent le gouvernement du Québec et qu'il y a lieu de ce fait pour lui d'y participer;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 34 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., c. M-25.1.1), toute délégation officielle à une conférence ou réunion internationale est constituée et mandataée par le gouvernement du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Ressources naturelles, de la ministre d'État aux Relations internationales et ministre des Relations internationales et du ministre de l'Environnement:

QUE monsieur André Boisclair, ministre de l'Environnement, dirige la délégation québécoise à la 7^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui aura lieu à Marrakech, au Maroc, du 29 octobre au 9 novembre 2001;

QUE la délégation québécoise soit composée, outre le ministre de l'Environnement, de:

— Monsieur Robert Noël de Tilly, directeur des changements climatiques, ministère de l'Environnement;

— Monsieur Claude Desjarlais, directeur de la planification et de la recherche, ministère des Ressources naturelles;

— Madame Marie-Johanne Nadeau, directrice de cabinet, cabinet du ministre de l'Environnement;

— Monsieur Francisco-José Valiente, conseiller, ministère des Relations internationales.

QUE le mandat de cette délégation soit d'exposer les positions du Québec à l'effet de respecter les engagements découlant de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à l'égard de laquelle le Québec s'est déclaré lié le 25 novembre 1992;

QUE la délégation québécoise à la 7^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ait pleins pouvoirs pour faire valoir les intérêts du Québec, conformément à la décision du Conseil des ministres.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

37141

Gouvernement du Québec

Décret 1264-2001, 24 octobre 2001

CONCERNANT certains contrats et emprunts de la Société des alcools du Québec

ATTENDU QUE l'article 20 de la Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., c. S-13) prévoit que la Société ne peut, sans l'autorisation du gouvernement:

1^o prendre un engagement financier au-delà des limites et des modalités déterminées par le gouvernement;

2^o construire, acquérir ou céder un immeuble en considération de montants supérieurs aux montants déterminés par le gouvernement;

3^o contracter un emprunt qui porte le total des sommes empruntées par elle et non encore remboursées au-delà d'un montant déterminé par le gouvernement;

ATTENDU QUE par le décret n^o 1602-88 du 19 octobre 1988, le gouvernement a approuvé les modalités et les conditions relatives aux contrats et aux engagements financiers de la Société des alcools du Québec;

ATTENDU QU'il y a lieu d'abroger ce décret et de déterminer de nouvelles modalités relatives à certains contrats et emprunts de la Société;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Finances:

Gouvernement du Québec

Décret 506-2009, 29 avril 2009

CONCERNANT les montants, limites et modalités des transactions de la Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC) et de ses filiales

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 22 de la Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage (L.R.Q., c. S-22.01), la Société et chacune de ses filiales dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions ou des parts ne peuvent, sans l'autorisation du gouvernement :

1° conclure un contrat pour une durée ou pour un montant supérieurs à ceux déterminés par le gouvernement;

2° accepter un don ou un legs auquel est attachée une charge ou une condition;

3° contracter un emprunt qui porte au-delà du montant déterminé par le gouvernement le total de leurs emprunts en cours non remboursés;

4° consentir des prêts ou tout autre engagement financier au-delà des limites ou contrairement aux modalités déterminées par le gouvernement;

5° acquérir ou céder des biens, des actions ou des parts au-delà des limites ou contrairement aux modalités déterminées par le gouvernement;

ATTENDU QUE les montants, limites et modalités des transactions de la Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC) et de ses filiales ont été déterminés par le décret n^o 1095-93 du 11 août 1993;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ces montants, limites et modalités;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs :

QUE l'annexe au décret n^o 1095-93 du 11 août 1993 concernant les montants, limites et modalités des transactions de la Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC) et de ses filiales soit modifiée par le remplacement, au troisième alinéa, de « ou lettres de crédit » par « , lettres de crédit, subventions ou toutes autres formes d'aide financière ».

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

51723

Gouvernement du Québec

Décret 507-2009, 29 avril 2009

CONCERNANT le financement du vidage du lieu d'entreposage Dépôt de pneus Franklin

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 22 de la Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage (L.R.Q., c. S-22.01), la Société ne peut, sans l'autorisation du gouvernement, consentir un engagement financier au-delà des limites ou contrairement aux modalités déterminées par le gouvernement;

ATTENDU QUE le décret n^o 1095-93 du 11 août 1993 concernant les montants, limites et modalités des transactions de la Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC) et de ses filiales, modifié par le décret n^o 506-2009 du 29 avril 2009, prévoit que la Société doit obtenir l'autorisation du gouvernement pour consentir une subvention de plus de 500 000 \$;

ATTENDU QUE, en application du titre IV.5 de la Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., c. T-0.1), un droit environnemental de trois dollars par pneu est perçu notamment lors de l'achat de pneus neufs et que, conformément à l'article 541.66 de cette loi, le produit de ce droit est versé à la Société québécoise de récupération et de recyclage;

ATTENDU QUE le site de stockage de pneus hors d'usage Dépôt de pneus Franklin est exploité par Recyclage Transpneu inc.;

ATTENDU QUE l'exploitant a procédé au vidage de pneus hors d'usage de ce site mais qu'il reste encore à y vider moins de 120 000 tonnes métriques de pneus hors d'usage;

ATTENDU QUE le stockage des pneus hors d'usage présente une menace à la qualité de l'environnement et qu'il est nécessaire de vider les pneus stockés sur ce site dans les meilleurs délais;

ATTENDU QUE la Société québécoise de récupération et de recyclage et l'exploitant ont établi qu'une aide de 150 \$ la tonne métrique est nécessaire pour terminer le vidage des pneus hors d'usage;

ATTENDU QUE la Société québécoise de récupération et de recyclage dispose des fonds nécessaires pour octroyer cette subvention par le biais du droit environnemental de trois dollars applicable à l'achat de tout pneu neuf;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 25 de la Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage, les

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et ministre responsable de la région de la Capitale Nationale :

QUE la Commission de la capitale nationale du Québec soit autorisée à effectuer les paiements découlant de l'exécution du contrat de construction pour la réalisation du déambulateur nord de la place de l'Assemblée nationale intervenu avec le Groupe Macadam Inc., et ce, pour un montant de 1 411 289,95 \$.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

35167

Gouvernement du Québec

Décret 1328-2000, 15 novembre 2000

CONCERNANT le financement à court terme des investissements à réaliser dans les parcs par la Société des établissements de plein air du Québec

ATTENDU QUE la Société des établissements de plein air du Québec (la Société) est dûment constituée en vertu de la Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec (L.R.Q., c. S-13.01) (la Loi);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 28 de la Loi, la Société ne peut, sans l'autorisation du gouvernement, contracter un emprunt qui porte au-delà du montant déterminé par le gouvernement le total de ses emprunts en cours non remboursés;

ATTENDU QUE le décret n^o 720-93 du 19 mai 1993 fixe ce montant à 6 000 000 \$;

ATTENDU QUE, pour financer les investissements à réaliser dans les parcs au cours des exercices financiers 1999-2000 à 2002-2003, le décret n^o 338-99 du 31 mars 1999 autorise la Société à contracter des emprunts à court terme jusqu'au 1^{er} juillet 2000 et pour un montant en capital global en circulation desdits emprunts ne devant, en aucun temps, excéder 39 000 000 \$ en monnaie légale du Canada;

ATTENDU QU'au 1^{er} juillet 2000, la Société avait contracté des emprunts à court terme d'un montant de 10 000 000 \$ pour réaliser le plan d'investissement en immobilisations prévu dans les parcs;

ATTENDU QUE la Société prévoit contracter, d'ici le 1^{er} juillet 2001, des emprunts à court terme pour un montant additionnel de 10 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu également d'ici le 1^{er} juillet 2001, de fixer le montant maximum en capital global en circulation desdits emprunts à 20 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le décret n^o 338-99 du 31 mars 1999 à ces fins;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de la Faune et des Parcs et ministre responsable de la Société des établissements de plein air du Québec :

QUE le décret n^o 338-99 du 31 mars 1999 soit modifié par :

1^o le remplacement, dans le premier aliéna du dispositif, de « 2000 » par « 2001 »;

2^o le remplacement, dans le paragraphe *f* du premier aliéna du dispositif, de « 39 000 000 \$ » par « 20 000 000 \$ ».

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

35168

Gouvernement du Québec

Décret 1329-2000, 15 novembre 2000

CONCERNANT l'obligation de la Société des loteries du Québec et de chacune de ses filiales d'obtenir l'autorisation préalable du gouvernement à l'égard de certains contrats

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *e* du premier alinéa de l'article 17 de la Loi sur la Société des loteries du Québec (L.R.Q., c. S-13.1) Loto-Québec ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, acquérir ou disposer d'équipements ou d'immeubles en considération d'un montant qui excède celui déterminé par le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de cet article, chacune des filiales dont la Société détient plus de 50 % des actions ou des parts ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, accomplir l'un des actes visés au paragraphe *e* du premier alinéa;

ATTENDU QUE ce montant a été établi à 1 000 000 \$ en vertu du décret n^o 1139-93 du 18 août 1993;

ATTENDU QU'il y a lieu de porter ce montant à 10 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances :

QUE Loto-Québec et chacune de ses filiales dont elle détient plus de 50 % des actions ou des parts ne puissent, sans l'autorisation préalable du gouvernement, acquérir ou disposer d'équipements ou d'immeubles en considération d'un montant qui excède 10 000 000 \$;

QUE le présent décret remplace le décret n^o 1139-93 du 18 août 1993.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

35169

Gouvernement du Québec

Décret 1330-2000, 15 novembre 2000

CONCERNANT l'exclusion de l'application de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif des ententes intergouvernementales conclues entre le ministre délégué au Tourisme et le gouvernement fédéral relativement à des enquêtes et à des données statistiques

ATTENDU QUE Statistique Canada effectue, chaque année, une enquête sur les voyages internationaux et une enquête sur les voyages des Canadiens ;

ATTENDU QUE le ministre délégué au Tourisme désire conclure des ententes avec Statistique Canada relativement à la participation à ces enquêtes et à l'achat de données statistiques sur ces voyages ;

ATTENDU QUE de telles ententes constituent des ententes intergouvernementales canadiennes au sens de l'article 3.7 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.13 de cette loi, le gouvernement peut, dans la mesure et aux conditions qu'il détermine, exclure de l'application de la présente loi, en tout ou en partie, une entente ou une catégorie d'ententes qu'il désigne ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État à l'Économie et aux Finances

et ministre de l'Industrie et du Commerce, du ministre délégué au Tourisme et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes :

QUE les ententes conclues entre le ministre délégué au Tourisme et le gouvernement fédéral relativement à la participation à des enquêtes sur les voyages internationaux et sur les voyages des Canadiens ainsi qu'à l'achat de données statistiques sur ces voyages soient exclues, pour les années 2001-2002 à 2004-2005, de l'application de la section II de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

35170

Gouvernement du Québec

Décret 1333-2000, 15 novembre 2000

CONCERNANT la désignation des présidents des comités de discipline de 41 ordres professionnels

ATTENDU QU'aux termes de l'article 116 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), un comité de discipline est constitué au sein de chacun des ordres professionnels auxquels s'applique ce code ;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 117 de ce code, le comité de discipline est formé d'au moins trois membres, dont un président désigné par le gouvernement, après consultation du Barreau du Québec, parmi les avocats ayant au moins dix années de pratique et le gouvernement fixe la durée du mandat du président ;

ATTENDU QUE le troisième alinéa de l'article 117 de ce code énonce qu'en autant que faire se peut, la personne désignée par le gouvernement comme président d'un comité est également désignée comme président du comité de discipline d'autres ordres ;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 118.2 de ce code, les membres du comité de discipline demeurent en fonction, à l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient désignés de nouveau ou remplacés ;

ATTENDU QU'aux termes du décret numéro 532-97 du 23 avril 1997, le gouvernement a nommé M^{re} Marie-Esther Gaudreault, M^{re} Micheline Leclerc, M^{re} Carole Marsot, M^{re} Alain Riendeau et M^{re} François Samson, membres et présidents des comités de discipline de certains ordres professionnels, que leur mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler ;

Gouvernement du Québec

Décret 1453-2002, 11 décembre 2002

CONCERNANT les montants, limites et modalités des transactions de La Financière agricole du Québec

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 33 de la Loi sur La Financière agricole du Québec (2000, c. 53) (la «Loi»), La Financière agricole du Québec (la «société») et chacune de ses filiales ne peuvent, sans l'autorisation du gouvernement :

1° contracter un emprunt qui porte au-delà du montant déterminé par le gouvernement le total de ses emprunts en cours et non encore remboursés ;

2° s'engager financièrement au-delà des limites ou contrairement aux modalités déterminées par le gouvernement ;

3° acquérir, détenir ou céder des actions ou des parts d'une personne morale ou d'une société et d'autres actifs au-delà des limites ou contrairement aux modalités et conditions déterminées par le gouvernement, sauf dans le cadre de l'application d'un programme ;

4° grever, pour la garantie d'un emprunt contracté au bénéfice d'un patrimoine fiduciaire, tout ou partie de ce patrimoine fiduciaire ;

5° accepter un don ou un legs auquel est attachée une charge ou une condition ;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 33 de la Loi, les montants, limites et modalités fixés en vertu de cet article peuvent s'appliquer au groupe constitué par la société et ses filiales ou à l'un ou plusieurs des membres du groupe ;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer les montants, limites et modalités des transactions de la société et de ses filiales conformément aux paragraphes 1° à 5° du premier alinéa de l'article 33 de la Loi ;

ATTENDU QU'il y a lieu de rendre applicables au groupe constitué par la société et ses filiales (le «Groupe») ces montants, limites et modalités conformément au deuxième alinéa de l'article 33 de la Loi ;

ATTENDU QU'il y a lieu que les montants, limites et modalités fixés au Groupe par le présent décret s'appliquent aussi à l'un ou plusieurs des membres du Groupe ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation :

QUE le Groupe puisse contracter des emprunts temporaires jusqu'à concurrence de 5 000 000 \$;

QUE le Groupe ne puisse, sans l'autorisation du gouvernement, prendre des engagements financiers pour un montant excédant 5 000 000 \$;

QUE le Groupe puisse consentir des prêts, des avances ou des contributions remboursables à échéance déterminée ou s'engager financièrement à l'égard d'une personne physique, d'une personne morale ou d'une société de façon à ne pas porter à plus de 5 000 000 \$ son engagement cumulatif pour l'ensemble des formes mentionnées ci-dessus à l'égard de cette personne physique, de cette personne morale ou de cette société ;

QUE le Groupe puisse acquérir des actions d'une personne morale ou des parts d'une société, de sorte que la participation n'ait pas pour effet de *i* porter directement ou indirectement le pourcentage des droits de vote rattachés aux actions de la personne morale ou aux parts de la société détenues par le Groupe à plus de 49 % ou *ii* permettre au Groupe, du fait de l'exercice des droits de vote rattachés aux actions ou aux parts qu'il détient, d'élire la majorité des administrateurs de la personne morale ou de la société ;

QUE le Groupe puisse acquérir en tout temps des actions d'une personne morale ou des parts d'une société qui ne confèrent ou qui ne peuvent conférer des droits de vote ;

QUE le Groupe puisse, s'il détient des titres lui conférant un privilège de conversion, convertir ces titres de sorte que l'exercice de cette conversion n'ait pas pour effet de *i* porter directement ou indirectement le pourcentage des droits de vote rattachés aux actions de la personne morale ou aux parts de la société détenues par le Groupe à plus de 49 % ou *ii* permettre au Groupe, du fait de l'exercice des droits de vote rattachés aux actions ou aux parts qu'il détient, d'élire la majorité des administrateurs de la personne morale ou de la société ;

QUE toute acquisition ou engagement financier visé aux cinq premiers alinéas du dispositif, ou toute conversion visée au sixième alinéa dudit dispositif, ne doive pas avoir pour effet de porter la participation du Groupe à plus de 5 000 000 \$ selon le coût d'acquisition ;

QUE le Groupe puisse détenir, pendant une période d'au plus douze mois, une participation qui excède les limites fixées par le présent décret en raison d'une transaction motivée par le retrait ou la limitation de la participation d'un partenaire du Groupe dans une personne morale ou une société, d'une situation de défaut d'une personne morale ou une société ou de la réalisation d'une garantie ;

QUE le Groupe puisse céder en tout temps des actions d'une personne morale ou des parts d'une société;

QU'aux fins d'un emprunt réalisé pour parfaire le paiement des indemnités et des compensations issues d'un patrimoine fiduciaire, le Groupe puisse céder en garantie la partie de ce patrimoine fiduciaire correspondant au montant de l'emprunt;

QU'aux fins de l'application des dispositions du présent décret un engagement financier comprenne un prêt, une ouverture de crédit, une garantie, un cautionnement, une avance ou une contribution remboursable et l'acquisition, la détention ou la cession d'actions, de parts d'une personne morale ou d'une société, le tout effectué dans le cadre des mesures mises de l'avant par le Groupe afin de réaliser sa mission auprès des personnes physiques, des personnes morales ou des sociétés œuvrant dans les secteurs agricole et agroalimentaire;

QUE les montants, limites et modalités fixés au Groupe par le présent décret s'appliquent aussi à l'un ou plusieurs des membres du Groupe.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

39715

Gouvernement du Québec

Décret 1454-2002, 11 décembre 2002

CONCERNANT l'institution par La Financière agricole du Québec d'un régime d'emprunts à court terme auprès d'institutions financières et d'autres prêteurs ou auprès de la ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche, à titre de gestionnaire du Fonds de financement

ATTENDU QUE La Financière agricole du Québec est une personne morale dûment constituée en vertu de la Loi sur La Financière agricole du Québec (L.R.Q., c. L-0.1) (la «Loi»);

ATTENDU QUE, en vertu des paragraphes 1^o et 2^o de l'article 33 de la Loi, La Financière agricole du Québec et chacune de ses filiales ne peuvent, sans l'autorisation du gouvernement, contracter un emprunt qui porte au-delà du montant déterminé par le gouvernement le total de ses emprunts en cours et non encore remboursés, ni s'engager financièrement au-delà des limites ou contrairement aux modalités déterminées par le gouvernement;

ATTENDU QUE les limites d'emprunts et d'engagements auxquelles réfèrent ces paragraphes 1^o et 2^o ont été toutes deux établies à 5 000 000 \$ par le décret numéro 1453-2002 du 11 décembre 2002;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 69 de la Loi, La Financière agricole du Québec est substituée à la Régie des assurances agricoles du Québec et à la Société de financement agricole et, en cette qualité, elle en acquiert les droits et pouvoirs et en assume les obligations;

ATTENDU QUE le décret numéro 230-2000 du 8 mars 2000 autorise la Société de financement agricole à contracter, jusqu'au 31 décembre 2003, des emprunts à court terme, auprès d'institutions financières ou auprès de la ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, un montant en capital global en circulation incluant les coûts de financement temporaire desdits emprunts ne devant, en aucun temps, excéder 31 600 000 \$ en monnaie légale du Canada;

ATTENDU QUE La Financière agricole du Québec prévoit contracter des emprunts à court terme jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de 283 000 000 \$, et ce, jusqu'au 31 mars 2008, auprès d'institutions financières et d'autres prêteurs ou auprès de la ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche, à titre de gestionnaire du Fonds de financement;

ATTENDU QUE l'article 78 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001) prévoit que les organismes qui ont le pouvoir d'emprunter peuvent, dans le cadre d'un régime d'emprunts institué par l'organisme et avec les autorisations ou les approbations requises par la loi pour l'exercice de leur pouvoir d'emprunt, lorsque ce régime établit le montant maximum ainsi que les caractéristiques et les limites relativement aux emprunts à y être effectués, conclure sans autre autorisation ou approbation toute transaction d'emprunt en vertu de ce régime, en établir les montants et les autres caractéristiques et fixer ou accepter les conditions et modalités relatives à chacune de ces transactions;

ATTENDU QUE La Financière agricole du Québec est un organisme ayant le pouvoir d'emprunter au sens de l'article 78 de cette loi;

ATTENDU QUE La Financière agricole du Québec désire instituer un régime d'emprunts à court terme;

ATTENDU QUE le conseil d'administration de La Financière agricole du Québec a adopté le 15 novembre 2002 une résolution, laquelle est portée en annexe à la recommandation conjointe du ministre de l'Agriculture, des